



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire
Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 27 février 2018

Syrie, migrants : un gouvernement hypocrite et cynique

Le discours hypocrite de Macron, mercredi 21 février, faisant la morale pour demander une trêve en Syrie, tombait le jour même où son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, présentait son nouveau projet de loi pour fermer davantage la porte aux migrants, et accentuer ici la chasse aux immigrés.

Conseil de sécurité... des riches contre les pauvres

Il a fallu des jours, alors que les bombes du régime syrien faisaient des centaines de morts dans la région de la Ghouta, banlieue de Damas, avant que les palabres à l'ONU entre grands de ce monde aboutissent à un appel à la trêve. Une trêve dont on ne sait ni si elle prendra effet un jour, ni si elle laisserait passer quelques secours humanitaires pour ceux qui vivent sous les décombres.

Pourquoi tant de tergiversations ? Parce que les grandes puissances, celles qui ont droit de veto sur toute décision de l'ONU, sont complices du massacre. La Russie soutient le dictateur Assad. Mais les États-Unis ou la France, qui le condamnent, mènent depuis des années leurs propres guerres dans la région pour le contrôle du pétrole, et sont alliés au dictateur Turc Erdogan que Macron a reçu récemment à Paris. Cet Erdogan qui, lui, envoie ses chars au nord de la Syrie pour massacrer la population kurde, trop proche des Kurdes de Turquie contre lesquels il mène aussi guerre et répression.

Celles et ceux à qui on ferme les portes...

Ces guerres, dont des images défilent tous les jours à la télé, ont jeté hors de chez eux des hommes, femmes et enfants qui s'entassent par millions dans des camps, dans les pays voisins. Il y a plus de 3 millions de réfugiés syriens en Turquie, 1,3 million au Liban, petit pays qui compte dix fois moins d'habitants que la France, 600 000 en Jordanie... Mais à ceux qui tentent de gagner des pays plus riches, comme aux travailleurs africains qui fuient eux aussi des guerres, des dictatures et la misère, l'Europe ferme ses frontières, les laissant mourir en Méditerranée ou dans les cols des Alpes. La France des Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, en tête.

Ministre de la chasse aux migrants

Car la France a beau être déjà le pays d'Europe le plus mesquin en matière d'accueil, le ministre de l'Intérieur veut encore renforcer les lois contre

l'immigration. Son projet entend réduire les délais dont les réfugiés disposent pour faire une demande d'asile ou un recours en cas de refus, les empêchant de faire valoir leurs droits. Par contre, il compte prolonger de 45 à 135 jours la durée maximale de maintien en centre de rétention d'immigrés sans papiers que le gouvernement ne peut pas expulser. Passer en douce la frontière deviendrait un crime passible d'un an d'emprisonnement et 3 750 € d'amende. Quant aux travailleurs immigrés sans papiers, que les patrons, notamment dans le bâtiment, exploitent sans merci à des travaux durs et mal payés, ils seraient passibles de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende pour travailler avec des papiers qui ne sont pas les leurs, ce qui est toléré à ce jour dans la mesure où les patrons eux-mêmes les y incitent.

Liberté de circulation et d'installation pour tous

Ce projet scandaleux suscite l'opposition dans les rangs même de la majorité macroniste, jusqu'au Conseil d'État qui dit ne pas en voir la raison tant les lois précédentes suffiraient ! Et ce ne sont pas quelques mesurées, prétendues humanitaires, comme des cours de français supplémentaires donnés à des migrants, qui feront avaler la nouvelle loi.

Pour se justifier, Collomb prétend qu'il ne ferait que suivre l'opinion publique. L'opinion des partisans de Le Pen et Wauquiez ? Mais l'opinion publique, ce sont aussi ces habitants des Alpes qui bravent la loi pour porter secours aux migrants. Ce sont aussi ceux de Calais qui ont manifesté sans relâche contre la destruction des refuges et les expulsions, ceux de Caen ou Ouistreham qui, avec la même colère, sont descendus récemment dans la rue.

**C'est avec le meilleur de l'opinion publique
que nous serons nombreux à manifester :
le samedi 17 mars prochain,
contre le racisme et pour la liberté totale
de circulation et d'installation.**

Arnaque Générale sur les Salaires

Après 5 ans sans augmentation générale des salaires, la direction de Renault s'est lâchée : elle accorde 1% d'AGS. 1% pour rattraper plus de 5 ans de hausse des prix, de loyers... il fallait l'inventer. Quant aux augmentations individuelles distribuées à la guise de l'encadrement, elles sont de la même eau : 1,4 % en moyenne et 0 % pour beaucoup.

Reste la prime d'intéressement, la seule un peu substantielle dans l'année : en baisse de 25 % par rapport à l'an dernier.

Consolons-nous, c'est pareil dans la plupart des autres entreprises : les patrons se préparent peut-être une bonne explosion sociale, pas chacun dans son coin au gré du calendrier des NAO. Mais tous ensemble. Chiche ! Il faut bien fêter l'anniversaire de 1968.

A côté de leurs pompes, sur toute la ligne

Des lignes bleues apparaissent à l'entrée de certains bâtiments du site. Une nouvelle déco ? La suite de « *La ligne rouge* » ou de « *La ligne verte* » comme l'ont noté des salariés du PIM ? Non, la délimitation de zones où il faut porter des chaussures de sécurité. Elles sont tellement bien placées qu'elles font de nous des « hors-la-loi » quand nous allons simplement serrer la main à des camarades ou quand nous avons un besoin pressant à satisfaire.

La direction veut peut-être faire de nous des malpolis ou des malpropres, on ne changera pas notre ligne de conduite. Pour notre sécurité, on ne comptera que sur nous-mêmes et pas sur ses bouts de scotch à la noix.

Le trou de la sécu...

Cela fait bientôt six mois que le trou qui bloque l'allée piétonne du parking Forestiers est béant. La direction attend peut-être que de futures chutes de neige le remplissent ? Ou que quelqu'un tombe dedans ou se fasse percuter par une voiture en le contournant ?

C'est visiblement plus facile pour la direction de culpabiliser un salarié parce qu'il ne porte pas ses EPI que de régler les vrais problèmes de sécurité.

Roues, freins ou depuis le départ, la direction ?

Après les rappels sur le serrage des roues d'il y a 15 jours, voici maintenant un rappel sur la bonne mise en place des clips des tuyaux de frein. Sauf que les clips sont en rupture de stock obligeant les voitures incriminées à être réparées avec les bons vieux « colson ». Ça pourrait presque être drôle si la vie des collègues travaillant sur ces mulets n'était pas en jeu. Ça devient tellement la course sur tous les projets que même les aspects sécuritaires sont de plus en plus négligés.

Bientôt, on nous demandera de mettre du chewing-gum sur l'écrou du volant alors que c'est la direction de Renault qui a un gros problème.

Réforme de la SNCF :

cheminots, salariés, usagers, tous concernés !

Le gouvernement prépare depuis des années l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire : transformation en société anonyme, fin de l'embauche au statut, suppressions d'emploi, fermetures de lignes régionales, baisse des péages pour les compagnies privées utilisant le réseau, et hausse du coût pour la collectivité et les usagers.

Les mesures qu'il vient d'annoncer reprennent l'ensemble de ces projets. Les grands gagnants seront les patrons des opérateurs privés qui privilégieront les lignes les plus rentables, pour faire un maximum de profit, délaissant le réseau secondaire. Pour celui-ci, si le chef du gouvernement a renoncé à annoncer les 9 000 km de fermeture de lignes envisagés, c'est qu'il en refilera la gestion aux collectivités territoriales... qui auront de la peine à les maintenir.

Redoutant une réaction généralisée des cheminots et des usagers, le gouvernement veut passer en force par ordonnance. Mais dès les annonces ça grogne chez les cheminots et la grève est dans toutes les bouches.

Ça nous concerne tous, en tant qu'usagers, mais aussi parce que les attaques contre les conditions de travail et la stabilité de l'emploi (le « statut » en langage cheminot) avec les réductions d'effectifs et la multiplication des emplois précaires, c'est ce qui se généralise dans le privé avec les accords de compétitivité. Et c'est tous ensemble qu'il sera possible de contraindre le gouvernement à enterrer cette réforme et toutes ses autres attaques contre le monde du travail.

Salariés PSA vs Ministre : 1 – 0

Vendredi dernier, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a visité l'usine de PSA à Mulhouse avec le PDG du groupe, Carlos Tavares. Interpelé par des salariés et syndicalistes CGT, il a eu à répondre à la colère des ouvriers : les suppressions d'emplois, les salaires dérisoires, l'usage démesuré de l'intérim... alors que le groupe engrange des milliards d'euros de bénéfices !

« *Vous êtes l'avocat de Carlos Tavares, le copain des patrons* » ont-ils lancé au ministre balbutiant, tandis que le PDG avait lui curieusement disparu... comme il l'avait fait à Lardy il y a quelques années devant notre mobilisation ! Le ministre apparaît sur la vidéo (à regarder absolument !) comme ce qu'il est : le serviteur des grands groupes, auxquels le gouvernement ne cesse de faire des cadeaux, que ce soit sous forme de chèques ou de lois contre les travailleurs. Les PDG font de la politique, à nous de défendre nos intérêts !

A voir sur youtube avec les mots-clé :

« *Lemaire Tavares ouvrier PSA Mulhouse* »